



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 55.925/4
du 29 avril 2014

advies 55.925/4
van 29 april 2014

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'relatif à
l'exécution de l'ordonnance
instituant un cadre en matière
de planification de la mobilité
et modifiant diverses
dispositions ayant un impact en
matière de mobilité et relatif à
l'arrêté de l'Exécutif de la
Région de Bruxelles-Capitale
relatif aux commissions de
concertation du 29 juin 1992'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'betreffende de
uitvoering van de ordonnantie
tot vaststelling van een kader
inzake mobiliteitsplanning en
tot wijziging van sommige
bepalingen die een impact
hebben op het vlak van
mobiliteit met betrekking tot
het besluit van de Brusselse
Hoofdstedelijke Executieve
betreffende de
overlegcommissies van
29 juni 1992'

Le 1^{er} avril 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports, de l'Informatique régionale et communale et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à l'exécution de l'ordonnance instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité et relatif à l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux commissions de concertation du 29 juin 1992'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 29 avril 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Wanda VOGEL, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 avril 2014.

*

Op 1 april 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Openbare Werken, Vervoer, Gewestelijke en gemeentelijke informatica en de Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de uitvoering van de ordonnantie tot vaststelling van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit met betrekking tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de overlegcommissies van 29 juni 1992'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 29 april 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wanda VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 april 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

L'intitulé du projet serait plus lisible s'il était rédigé comme suit :

« Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation ».

PRÉAMBULE

1. Le projet trouvant un fondement juridique suffisant dans le Code bruxellois de l'aménagement du territoire, il n'y a pas lieu de citer en outre l'article 8, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'.

L'alinéa 1^{er} sera par conséquent omis.

2. L'article 36 de l'ordonnance du 26 juillet 2013 'instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité' est une disposition modificative qui ne doit pas être citée en tant que fondement juridique.

L'alinéa 2 sera également omis.

3. L'alinéa 3 (devenant l'alinéa 1^{er}) sera rédigé comme suit :

« Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire, l'article 9, alinéa 4, modifié par l'ordonnance du 26 juillet 2013 ; » ¹.

4. L'alinéa 4 (devenant l'alinéa 2) sera rédigé comme suit ² :

« Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation ; ».

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 23 et 27 et formule F 3-2-3.

² *Ibid.*, recommandations n^{os} 29 et 30.

5. L'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 55.925/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 »³.

MINISTRES PROPOSANTS

Lorsqu'un ministre dispose de compétences diverses, il y a lieu d'indiquer uniquement la compétence en vertu de laquelle il agit en l'espèce⁴.

DISPOSITIF

Présentation du texte

Il y a lieu d'omettre les mots « Modification de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux commissions de concertation du 29 juin 1992 », figurant avant l'article 1^{er} du dispositif.

Article 1^{er} et article 2 nouveau

1. Il convient de rédiger un article modificatif pour chaque article à modifier⁵.

Plutôt que de subdiviser l'article 1^{er} en deux paragraphes, dont le premier contient les modifications apportées à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation et dont le paragraphe 2 contient les modifications apportées à l'article 3 du même arrêté, il y a lieu de faire de l'article 1^{er}, paragraphe 2, un article 2 nouveau.

Il convient en outre de mentionner, pour chaque disposition dont la modification est envisagée, les modifications pertinentes et encore en vigueur que cette disposition a subies⁶.

La phrase introductive de l'article 1^{er} sera rédigée comme suit⁷ :

« Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation, remplacé par l'arrêté du 19 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

(Texte de l'article 1^{er}, § 1^{er}, du projet, en omettant les signes '§1') ».

³ *Ibid.*, recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2, par analogie.

⁴ *Ibid.*, recommandation n° 41.

⁵ *Ibid.*, recommandation n° 120.

⁶ *Ibid.*, recommandation n° 113.

⁷ *Ibid.*, formule F 4-2-3-1.

2. L'article 1^{er}, § 2, du projet constituera l'article 2 nouveau.

La phrase introductive de cet article 2 nouveau sera rédigée comme suit ⁸ :

« Art. 2. L'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 19 mars 2009, est complété par un alinéa rédigé comme suit : ».

Dans l'article 3, alinéa 3, en projet, il convient d'écrire « dans l'article 9, alinéa 4, 7°, du CoBAT » et non « dans l'article 9, 7°, du CoBAT ».

Article 2 (devenant article 3)

1. La phrase introductive de l'article 2 (devenant l'article 3) sera rédigée comme suit :

« Art. 3. L'article 8 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 19 mars 2009, est remplacé par ce qui suit : (la suite comme au projet) ».

3. La présentation typographique du texte français sera revue en ce qui concerne le paragraphe 2.

Article 3 (devenant article 4)

1. La phrase introductive de l'article 3 (devenant l'article 4) sera rédigée comme suit ⁹ :

« Art. 4. L'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 19 mars 2009, est remplacé par ce qui suit : ».

2. Il n'y a pas lieu de subdiviser un article en paragraphes si cette subdivision aboutit à ce que chaque paragraphe contienne seulement un alinéa ¹⁰.

La subdivision de l'article 9 en projet en paragraphes sera dès lors omise.

3. L'article 9, paragraphe 1^{er} (devenant l'alinéa 1^{er}), en projet, sera subdivisé sous la forme « 1° » à « 5° » et non sous la forme de tirets ¹¹.

⁸ *Ibid.*, recommandation n° 112, formule 4-2-2-2 et formule 4-2-5-4.

⁹ Si l'intention des auteurs du projet est bien de remplacer intégralement l'article 9 de l'arrêté du 29 juin 1992.

¹⁰ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 57.3.

¹¹ *Ibid.*, recommandations n°s 58 et 59.

Article 5

Il y a lieu d'écrire « 1^{er} » au lieu de « 1^{ier} » ¹².

Article 6 nouveau

Il convient de compléter le projet par un article d'exécution qui constituera l'article 6 ¹³.

*

¹² *Ibid.*, recommandations n° 52, a), 64 et 69, par analogie.

¹³ *Ibid.*, recommandations n°s 162 et sv. et formule F 4-7-2.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

Het opschrift van het ontwerp zou leesbaarder zijn als het gesteld zou zijn als volgt:

“Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 juni 1992 betreffende de overlegcommissies”.

AANHEF

1. Aangezien het ontwerp een toereikende rechtsgrond ontleent aan het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, behoort niet eveneens verwezen te worden naar artikel 8, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse instellingen’.

Het eerste lid dient bijgevolg te vervallen.

2. Artikel 36 van de ordonnantie van 26 juli 2013 “tot vaststelling van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit” is een wijzigingsbepaling die niet als rechtgrond mag worden vermeld.

Het tweede lid dient eveneens te vervallen.

3. Het derde lid (dat het eerste lid wordt) dient gesteld te worden als volgt:

“Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, artikel 9, vierde lid, gewijzigd bij de ordonnantie van 26 juli 2013;”.¹

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 23 en 27 en formule F 3-2-3.

4. Het vierde lid (dat het tweede lid wordt) dient gesteld te worden als volgt:²

“Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 juni 1992 betreffende de overlegcommissies;”.

5. De verwijzing naar het advies van de Raad van State dient gesteld te worden als volgt:

“Gelet op advies 55.925/4 van de Raad van State, gegeven op 29 april 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973”.³

VOORDRAGENDE MINISTERS

Wanneer een minister over uiteenlopende bevoegdheden beschikt, dient uitsluitend de bevoegdheid te worden vermeld krachtens welke hij in dat geval handelt.⁴

DISPOSITIEF

Presentatie van de tekst

De woorden “Wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de overlegcommissies van 29 juni 1992”, die vermeld worden vóór artikel 1 van het dispositief, behoren te worden geschrapt.

Artikel 1 en nieuw artikel 2

1. Het verdient aanbeveling om voor elk te wijzigen artikel een afzonderlijk wijzigingsartikel op te stellen.⁵

In de plaats van artikel 1 onder te verdelen in twee paragrafen, waarvan de eerste de wijzigingen bevat die aangebracht worden in artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 juni 1992 betreffende de overlegcommissies en waarvan paragraaf 2 de wijzigingen bevat die aangebracht worden in artikel 3 van hetzelfde besluit, behoort van artikel 1, paragraaf 2, een nieuw artikel 2 te worden gemaakt.

² *Ibid.*, aanbevelingen 29 en 30.

³ *Ibid.*, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2, bij analogie.

⁴ *Ibid.*, aanbeveling 41.

⁵ *Ibid.*, aanbeveling 120.

Het verdient bovendien aanbeveling om voor elke bepaling waarvan de wijziging wordt beoogd, alle relevante en nog van kracht zijnde wijzigingen te vermelden die deze bepaling heeft ondergaan.⁶

De inleidende zin van artikel 1 dient gesteld te worden als volgt:⁷

“Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 juni 1992 betreffende de overlegcommissies, vervangen bij het besluit van 19 maart 2009, wordt vervangen als volgt:

(Tekst van artikel 1, § 1, van het ontwerp, met weglating van de tekens “§1”).

2. Artikel 1, § 2, van het ontwerp wordt het nieuwe artikel 2.

De inleidende zin van dat nieuwe artikel 2 dient gesteld te worden als volgt:⁸

“Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 19 maart 2009, wordt aangevuld met een lid, luidende:”.

In het ontworpen artikel 3, derde lid, behoort geschreven te worden “in artikel 9, vierde lid, 7°, van het BWRO” en niet “in artikel 9, 7°, van het BWRO”.

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt)

1. De inleidende zin van artikel 2 (dat artikel 3 wordt) behoort gesteld te worden als volgt:

“Art. 3. Artikel 8 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van 19 maart 2009, wordt vervangen als volgt: (voorts zoals in het ontwerp)”.

2. De typografische voorstelling van de Franse tekst behoort te worden herzien wat betreft paragraaf 2.

⁶ *Ibid.*, aanbeveling nr. 113.

⁷ *Ibid.*, formule F4-2-3-1.

⁸ *Ibid.*, aanbeveling 112, formule 4-2-2-2 en formule 4-2-5-4.

Artikel 3
(dat artikel 4 wordt)

1. De inleidende zin van artikel 3 (dat artikel 4 wordt) behoort gesteld te worden als volgt:⁹

“Art. 4. Artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 19 maart 2009, wordt vervangen als volgt:”.

2. Een artikel behoort niet in paragrafen onderverdeeld te worden indien die onderverdeling ertoe leidt dat elke paragraaf uit slechts één lid bestaat.¹⁰

De onderverdeling in paragrafen van het ontworpen artikel 9 dient derhalve te vervallen.

3. Het ontworpen artikel 9, paragraaf 1 (die het eerste lid wordt), dient te worden onderverdeeld met “1^o” tot “5^o” en niet met streepjes.¹¹

Artikel 5

In de Franse tekst behoort “1^{er}” geschreven te worden in de plaats van “1^{ier}”.¹²

Nieuw artikel 6

Het ontwerp dient aangevuld te worden met een uitvoeringsbepaling die artikel 6 wordt.¹³

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁹ Indien het inderdaad de bedoeling is van de stellers van het ontwerp om artikel 9 van het besluit van 29 juni 1992 in zijn geheel te vervangen.

¹⁰ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 57.3.

¹¹ *Ibid.*, aanbevelingen 58 en 59.

¹² *Ibid.*, aanbevelingen 52, a) 64 en 69, bij analogie.

¹³ *Ibid.*, aanbevelingen 162 en volgende en formule F 4-7-2.